



François BRETET

Professeur de droit public

Co-directeur de l'Institut de droit public (IDP, EA n°2623)

Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers

43, place Charles de Gaulle-86022 Poitiers Cedex

CURSUS UNIVERSITAIRE

- Premier concours national d'agrégation de droit public (2008).
- Maîtrise de conférence : qualification Section CNU 02 (2003).
- Doctorat de droit public, Recherches sur l'évolution du contrat administratif, Poitiers, décembre 2002, Mention très honorable avec les félicitations du jury (dir. Monsieur le Professeur Jean-François Lachaume).

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- Professeur de droit public à l'Université de Poitiers (depuis le 1er septembre 2011).
- Professeur de droit public à l'Université Paris VIII (2008-2011).
- Maître de Conférences à l'Université de Poitiers (2007-2008).
- Maître de Conférences à l'Université de Tours (2003-2007).
- ATER à la Faculté de droit de Poitiers (2001-2002).

DISTINCTION

- Prime d'encadrement doctoral et de recherche (2018-2022).
- Prime d'excellence scientifique (2013-2017).

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

ENSEIGNEMENTS (2020-2021)

- Droit de la fonction publique (L3, 1^{er} semestre, 30 heures).
- Droit administratif des biens (L3, 2nd semestre, 30 heures).
- Droit des contrats publics (M1, 2nd semestre, 30 heures).
- Droit de la police administrative (M2 Droit de l'action publique, 20 heures).
- Droit approfondi des contrats publics (sous-traitance, partenariats publics-privé, droit fiscal des contrats publics, etc., M2 droit de la commande publique, 40 heures).

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- Directeur du Master II « Droit de la commande publique » (depuis 2011).
- Membre de la commission pédagogique de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers (depuis 2011).
- Membre élu du Conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) de l'Université de Poitiers (2012-2016).
- Co-responsable (avec A. Claeys) de la mention droit public des affaires de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers (depuis 2019).

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

OUVRAGES

- **Droit des contrats administratifs**, Dalloz, coll. Précis, en cours de rédaction.
- **Encyclopédie du droit de la commande publique**, EFE, 2021, (dir. L. Richer), avec G. Clamour, D. Dacosta, C. Frackowiak, J.-F. Lafaix, F. Lichère, F. Lombard, M. Ubaud-Bergeron).
- **Cohérence et actes administratifs** (dir. F. Brenet et A.-L. Girard), Presses universitaires juridiques de Poitiers 2020.
- **Code général de la propriété des personnes publiques** (avec C. Chamard-Heim, F. Hourquebie, F. Melleray, Ph. Yolka), Dalloz, 10^{ème} édition, 2020.
- **Code général de la propriété des personnes publiques** (sous la direction de Ph. Yolka et avec la collaboration de C. Chamard-Heim, S. Deliancourt et J.-G. Sorbara), Litec, 1^{ère} édition, 2010; 2^{ème} édition 2012, 3^{ème} édition 2014.
- Rédaction du chapitre « **Les contrats administratifs** » dans le **Traité de droit administratif** (sous la direction de P. Gonod, F. Melleray et Ph. Yolka)- (pp.217-281), Dalloz 2011, 2 tomes.
- **Les contrats de partenariat de l'ordonnance du 17 juin 2004** (avec F. Melleray), Lexis Nexis-Litec, 2005.

ETUDES ET ARTICLES

- **Quasi-contrats de droit privé et quasi-contrats administratifs**, AJDA 2021.
- **Les contrats de droit privé des personnes publiques**, AJDA 2021, p.76.
- **La relocalisation des systèmes alimentaires : le rôle des collectivités publiques**, in La relocalisation des systèmes alimentaires : un défi pour le droit ; Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2021, p.11.
- **Les clauses réglementaires**, in Cohérence et actes administratifs (dir. F. Brenet et A.-L. Girard), Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2020, p.189.
- **Le service public dans le code de la commande publique**, Cahiers du droit de l'entreprise, Nov-Décembre 2019, n°6, comm. 36, p.31.
- **Repenser la gouvernance de l'espace rural : propositions en vue de la création d'une autorité publique de régulation du foncier rural**, in La réforme du droit foncier rural : demander l'impossible ; LexisNexis, 2018, p.17.
- **La codification des textes « épars » du droit de la commande publique** ; AJDA 2019, p.289.
- **La domanialité publique par accessoire**, in Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Debouy. Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2019, p.65.
- **Existe-t-il des principes généraux gouvernant l'exécution des contrats de la commande publique**, in « L'exécution des contrats administratifs. Quelle mutation pour un droit adapté aux enjeux du XXIème siècle ? » (dir. V. Bouhier et D. Riccardi), Le Moniteur, 2018, p. 209.
- **Les contrats de concession de service hors service public**, in « Le nouveau droit des concessions », Editions du CREAM, 2016, p.59.
- **Le contrat domanial**, AJDA 2016, p.1803.
- **Les nouvelles bases du droit des concessions**, AJDA 2016, p.992.
- **Les marchés de partenariat de l'ordonnance du 23 juillet 2015 : un nouveau départ pour les partenariats public-privé ?**, Dr. adm. 2015, dossier, étude 3.
- **Les nouvelles bases du droit des marchés publics**, AJDA 2015, p.1783.
- **Contrat administratif international et droit international privé**, AJDA 2015, p.1144.
- **L'exception de « coopération » entre entités appartenant au secteur public dans les nouvelles directives**, AJDA 2014, p.848.
- **L'avenir du contentieux des actes détachables en matière contractuelle**, AJDA 2014, p.2061.
- **Libres propos sur la « judiciarisation » du contrat administratif : un nouveau juge pour un nouveau contrat administratif ?**, Mélanges en l'honneur du Professeur Laurent Richer, LGDJ, 2013, p.529.
- **La délégation unilatérale de service public**, AJDA 2013, p.1435.
- **Le recours pour excès de pouvoir et contrat**, JCP A du 24 septembre 2012, 2313 (intervention lors de la journée d'études « *Cent ans après l'arrêt Boussuge* » organisée le 22 mars 2012 par le Centre de recherche en droit administratif –CRDA – de l'Université Paris II Panthéon-Assas).
- **La requalification du déféré préfectoral exercé contre un contrat administratif en recours de pleine juridiction** ; RJEP 2012, comm. 25.
- **Le droit des marchés publics, victime de la grippe A ?**, Contrats Marchés publ. 2010, chron. 6.
- **Développement durable et contrat de partenariat**, CP-ACCP février 2010, n°96, pp.60-65.
- **Retour sur le lent cheminement de la procédure de passation des concessions d'aménagement**, CP-ACCP novembre 2009, n°93, pp.29-33.
- **La recherche d'une plus grande efficacité des recours contentieux en matière contractuelle : les réponses du Conseil d'Etat et du législateur délégué**, RJEP août/septembre 2009, étude n°10.

- **La qualification des concessions hydrauliques**, CP-ACCP mars 2009, p.36.
- **La loi n°2008-735 du 28 juillet 2008 relative aux contrats de partenariat : une étape décisive du « plan de stimulation du partenariat public-privé » ?** (avec F. Melleray), RJEP, novembre 2008, étude n°9.
- **La patrimonialisation des autorisations administratives-Réalités et implications**, Dr. adm. août 2007, chron. 14.
- **Les réserves d'intérêt général ; in Mélanges en l'honneur de Jean-François Lachaume, « Le droit administratif : Permanences et convergences »**, Dalloz 2007, p.139-163.
- **L'argument de droit comparé et les contrats de partenariat de l'ordonnance du 17 juin 2004**, in « L'argument de droit comparé en droit administratif français » (sous la direction de F. Melleray) ; Bruylant 2007.
- **Les contradictions du contrat de partenariat de l'ordonnance du 17 juin 2004**, in « La décentralisation à la croisée des chemins » ; L'Harmattan 2007 (publication des actes d'un colloque ayant eu lieu à Tours le 16 février 2006).
- **Le droit des marchés publics et les services publics sociaux**, RDSS Septembre 2006, p.811-818.
- **Contrats domaniaux et contrats de partenariat**, Contrats publics-Actualité de la commande publique, avril 2006, n°54, p.42-47.
- **L'encadrement communautaire des partenariats public-privé**, in « Les collectivités territoriales et l'intégration européenne » ; Presses Universitaires François Rabelais-Tours-2005 (actes du colloque du 19 novembre 2004 organisé par le LERAD et le GERCIE).
- **La notion de liberté fondamentale au sens de l'article L.521-2 du Code de justice administrative**, RDP 2003, n°6, p.1535-1579.
- **La théorie générale du contrat administratif-Évolutions récentes**, AJDA du 12 mai 2003, n°18, p.919-924.
- **La procédure de saisine pour avis du Conseil d'État : pratique contentieuse et influence en droit positif** (avec A. Claeys), RFDA 2002, n°3, p.525-537.
- **L'annulation des mesures d'exécution du contrat par le juge de plein contentieux-Renouveau et perspectives**, Dr. Adm. 2000, chronique n°18, p.4-8.

COMMUNICATIONS ET CONFERENCES

- **La relocalisation des systèmes alimentaires : le rôle des collectivités publiques**, Intervention lors du colloque du 11 mars 2020, La relocalisation des systèmes alimentaires : un défi pour le droit, Faculté de droit de Poitiers.
- **Les clauses réglementaires**, Intervention lors du colloque des 21 et 22 mars 2019, « Cohérence et actes administratifs ».
- **Actualité des contrats publics immobiliers**, conférence à destination du CRIDON-Paris le 28 mars 2018.
- **Repenser la gouvernance de l'espace rural**, Intervention lors du colloque des 15 et 16 mars 2018 organisé par le CECOCI à la Faculté de droit de Poitiers sur « Réformer le droit foncier rural : demander l'impossible » (à paraître aux éditions Lexis Nexis)
- **Les marchés publics de la défense**, Intervention lors du colloque des 14 et 15 septembre 2017 organisé par le Ministère de la Défense sur « le patrimoine et les équipements militaires » (à paraître en 2018 aux éditions Varennes)
- **Existe-t-il des principes généraux gouvernant l'exécution des contrats de la commande publique**, Intervention lors du colloque organisé par l'Université d'Evry les 27 et 28 avril 2017 sur « L'exécution des contrats administratifs. Quelle mutation pour un droit adapté aux enjeux du XXIème siècle ? » (actes publiés aux éditions Le Moniteur, 2018).
- **Les contrats de concession de services hors service public**, Intervention lors du colloque organisé par la Faculté de droit de Montpellier (CREAM) le 8 avril 2016 sur « Le nouveau droit des concessions ».
- **L'harmonisation européenne du droit des contrats publics**, Intervention lors du colloque organisé par la Faculté de droit de l'Université de Tours (GERCIE) les 28 et 29 janvier 2016 sur le thème « Harmonisation et Union européenne ».
- **Le prix de l'utilisation du domaine public**
Intervention lors de la journée d'étude organisée le 12 décembre 2014 à Poitiers "L'utilisation du domaine public" (Institut de droit public et Association Française pour la Recherche en Droit Administratif).
- **La qualification du marché public d'assurance**
Intervention lors de la journée d'étude organisée le 13 novembre 2014 à Poitiers "Les marchés publics d'assurance" (dir. Pr. Joël Monnet et F. Brenet).
- **Standardisation et contrats publics : l'exemple des partenariats public-privé**
Intervention lors du colloque organisé le 24 mai 2013 à Poitiers « Les aspects juridiques de la standardisation internationale privée » (dir. Pr. Régis Bismuth).
- **La responsabilité des constructeurs en droit administratif et en droit privé**,

Intervention lors de la journée d'étude du 20 mars 2013, organisée par le Master II Professionnel « Droit de l'urbanisme et de la construction » (dir. M. le Professeur Christian Debouy).

- **Le rapport Sauvé sur les conflits d'intérêts. Dits, non-dits, clairs-obscurs et échecs,** Intervention lors du colloque « Administration et politique-Le modèle français de séparation est-il obsolète ?, Université de Poitiers-Institut de droit public, 13 avril 2012.
- **Recours pour excès de pouvoir et contrat,** Intervention lors du colloque « Actualité du recours pour excès de pouvoir-Cent ans après l'arrêt Boussuge », 22 mars 2012, Centre de recherches en droit administratif, Université Panthéon-Assas, Paris II.
- **La simplification du droit,** 20 septembre 2011, Leçon inaugurale de la rentrée solennelle de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers.
- **L'application extraterritoriale des critères du contrat administratif,** 9 avril 2010, Séminaire « Problèmes d'extraterritorialité et de transnationalité en droit administratif comparé, européen et global », sous la présidence de M. Gautier ; Sciences-po Paris, Chaire mutations de l'action publique et du droit public.
- **Peut-il exister une théorie des contrats administratifs spéciaux ?,** Intervention lors du colloque « Pour une nouvelle théorie générale du droit des contrats administratifs » organisé à Paris Ouest-La défense les 24 et 25 septembre 2009 (sous la direction de F. Rolin).
- **Continuité ou discontinuité du droit administratif ?,** « La continuité » (colloque sous la direction de G. Koubi et G. Le Floch, organisé les 12 et 13 février 2009 par les Universités de Cergy-Pontoise et de Paris VIII).
- **La spécialité,** in « La compétence » (Actes du colloque organisé les 12 et 13 juin 2008 par l'Association française pour la recherche en droit administratif à la Faculté de droit, sciences économiques et gestion de Nancy) ; Litec, 2008, p.79-91.

NOTES, COMMENTAIRES ET FASCICULES

- **Défaut d'autorisation d'occupation du domaine public-L'absence de titre juridique autorisant l'occupation du domaine public ne justifie pas la mise à l'écart du marché exécuté sur le domaine,** Dr. adm. 2020, comm. 45, note sous CE, 10 juillet 2020, Sté Smeg, n°427216.
- **La résiliation pour invalidité du contrat,** Dr. adm. 2020, comm. 40, note sous CE, 10 juillet 2020, Sté comptoir négoce équipements, n°430864.
- **L'ouverture du recours « Béziers 1 action » pendant toute la durée du contrat,** Dr. adm. 2019, comm. 52, note sous CE, Sect., 1^{er} juillet 2019, Association pour le musée des Îles Saint-Pierre-et-Miquelon.
- **Les conséquences de la résiliation d'un contrat administratif prononcée en vertu d'une décision de justice ultérieurement annulée ;** Dr. adm. 2019, comm. 26, note sous CE, 27 février 2019, Sté Opilo.
- **Illégalité des dispositions réglementaires relatives au retrait des terrains d'une ACCA : l'hallali des ACCA ?,** Dr. adm. 2019, comm. 5, note sous CE, Sect., 5 octobre 2018, Association Saint-Hubert.
- **Domaine public : l'actualisation des critères jurisprudentiels de la théorie de l'accessoire,** Note sous CE, 26 janvier 2018, Sté Var Auto, Dr. adm. 2018, comm. 22.
- **Légalité (très) conditionnée de la clause « Molière »,** Dr. adm. 2018, comm.8, note sous CE, 4 décembre 2017, Ministre de l'Intérieur c/Région Pays-de-la-Loire,
- **L'ouverture d'une action en résiliation du contrat au profit des tiers devant le juge de plein contentieux,** Dr. adm. 2017, comm. 51, note sous CE, Sect, 30 juin 2017 Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche (SMPAT),
- **La recevabilité du référé contractuel dirigé contre un marché passé selon une procédure adaptée,** Dr. adm. 2017, comm. 27, note sous CE, 23 janvier 2017, Sté Decremps BTP.
- **Le principe de continuité du service public peut justifier le renouvellement d'un contrat d'occupation du domaine public,** Dr. adm. 2017, comm. 21, note sous CE, 25 janvier 2017, Cne de Port-Vendres.
- **Le contrôle du juge administratif sur les sentences arbitrales internationales,** Dr. adm. 2017, comm.12, note sous CE, Ass, 9 novembre 2016, n°388806, Sté Fosmax LNG.
- **Contrat de partenariat du nouveau Stade de Bordeaux : précisions relatives au contenu de l'obligation d'information des élus et reconnaissance de l'accord autonome,** Dr. adm. 2016, comm. 46, note sous CE, 11 mai 2016, n° 383768, Rouveyre.
- **Servitude conventionnelle de droit privé sur le domaine public constituée avant l'entrée en vigueur du Code général de la propriété des personnes publiques,** Dr. adm. 2016, comm. 39, note sous CE, 26 févr. 2016, n° 383935, Syndicat des copropriétaires de l'immeuble « Le Mercure »,

- **L'absence d'affectation à une mission de service public d'un site exploité à des fins culturelles et touristiques**, Dr. adm. 2016, comm. 29, note sous CE, 15 février 2016, n°384228, SARL Cathédrale d'Images.
- **Application pour l'avenir de la jurisprudence Département de Tarn-et-Garonne**, note sous CE, sect., 5 févr. 2016, n° 383149, Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport, Dr. adm. 2016, comm. 21.
- **Le contrat d'occupation du domaine public doit être écrit**, note sous CE, Sect, 19 juin 2015, n°369558, Sté immobilière du port de Boulogne SAS, Dr. adm. 2015, comm. 61.
- **Suite et fin de l'affaire « Béziers »**, note sous CE, 27 février 2015, n° 357028, Cne Béziers, Dr. adm. 2015, comm. 40.
- **Abandon pour l'avenir de la jurisprudence « Peyrot »**, note sous TC, 9 mars 2015, n°3984, Mme R. c/ Sté des autoroutes du Sud de la France, Dr. adm. 2015, comm. 34.
- **Candidature des collectivités territoriales à un contrat de la commande publique : nécessité et consistance de l'intérêt public local**, note sous CE, Ass, 30 décembre 2014, n°355563, Sté Armor SNC, Dr. adm. 2015, comm. 27.
- **Substitution de plein droit de la personne publique dans les contrats passés par le cocontractant avec les usagers et les autres tiers pour l'exécution même du service public**, note sous CE, Sect, 19 décembre 2014, n°368294, Cne Propriano, Dr. adm. 2015, comm. 20.
- **Résiliation du contrat administratif par le cocontractant de l'Administration**, note sous CE, 8 octobre 2014, n°370644, Sté Grenke Location, Dr. adm. 2015, comm. 12.
- **Nouvelle définition de la clause « exorbitante »**, note sous TC, 13 octobre 2014, n° 3963, Sté Axa France IARD c/MAIF, Dr. adm. 2015, comm. 3.
- **Contrat de partenariat : la condition relative à la complexité du projet précisée par le Conseil d'Etat**, note sous CE, 30 juillet 2014, Cne de Biarritz, Dr. adm. 2014, comm. 74.
- **Conditions de légalité d'une limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre**, note sous CE, 11 avril 2014, Ministre de l'Intérieur c/Sté Legrand Bâisseurs, Dr. adm. 2014, comm. 44.
- **L'élargissement du recours "Tropic" aux tiers justifiant d'un intérêt lésé**, note sous CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, Dr. adm. 2014, comm. 36.
- **In house : la participation très minoritaire dans le capital d'une société publique locale ne suffit pas à établir l'existence d'un contrôle analogue**, note sous CE, 6 novembre 2013, n° 365079 et n° 366544, Commune de Marsannay-la-Côte, Dr. adm. 2014, comm.4.
- **Irrégularité d'un bail emphytéotique portant sur le domaine public et office du juge du contrat**, note sous CE, 1^{er} octobre 2013, n° 349099, Sté Espace Habitat Construction, Dr. adm. 2013, comm. 80.
- **Le contrat de mobilier urbain peut être un simple contrat d'occupation du domaine public**, note sous CE, 15 mai 2013, n° 364593, Ville de Paris, Dr. adm. 2013, comm. 63.
- **Action directe d'une personne publique contre l'assureur du responsable du dommage**, note sous CE, 15 mai 2013, n° 357810, Communauté de communes d'Epinal-Golbey, Dr. adm. 2013, comm. 67.
- **Arbitrage et contrat administratif : l'incompétence toute relative du juge administratif**, note sous CE, 19 avril 2013, n° 352750 et 362020, Syndicat mixte des aéroports de Charente c/Sté Ryanair Ltd et a., Dr. adm. 2013, comm. 49.
- **Jurisprudence nouvelle et contradictoire : le cas de la jurisprudence « Béziers I »**, note sous CE, 19 avril 2013, n° 340093, Chambre de commerce et d'industrie d'Angoulême, Dr. adm. 2013, comm. 56.
- **Candidature d'une société d'économie mixte locale en cours de constitution à l'attribution d'une délégation de service public**, note sous CE, 19 décembre 2012, n° 354873, Dpt de l'Aveyron, RJEP 2013, comm. 30.
- **Un nouveau recours devant le juge du contrat : l'action en rétablissement de l'état antérieur du contrat**, note sous TA Lille, 20 février 2013, n° 1005463, n° 1005465, n° 1005466 et n° 1007802, Sté Lyonnaise des eaux France, Sté des eaux du Nord, Préfet du Nord, Dr. adm. 2013, comm. 33.
- **Achat de places pour assister à des matchs de football et droit des marchés publics**, note sous CE, 28 janv. 2013, n° 356670, Dpt du Rhône, Dr. adm. 2013, comm. 28.
- **Le retrait de la décision d'engagement d'un agent contractuel**, note sous CE, 21 nov. 2012, n° 329903, Région Languedoc-Roussillon, Dr. adm. 2013, comm. 30.
- **Annulation d'un acte détachable et office du juge de l'exécution**, note sous CE, 10 déc. 2012, n° 355127, Société Lyonnaise des Eaux France, Dr. adm. 2013, comm. 19.
- **Référé précontractuel : champ, intérêt pour agir, moyens**, note sous CE, 26 septembre 2012, n° 359389, GIE « Groupement des poursuites extérieures », Dr. adm. 2013, comm. 3.
- **Détermination de la durée des délégations de service public et sanction du défaut d'information des conseillers communautaires dans le cadre d'un déferé préfectoral**, note sous CE, 4 juillet 2012, n° 352417, n° 352418, n° 352449, n° 352450, Communauté d'agglomération de Chartres Métropole et Sté Véolia eau ; RJEP 2013, comm. 2.

- **Contrat de la commande publique conclu et exécuté à l'étranger par une personne publique française**, note sous CE, 29 juin 2012, n° 357976, Sté Pro 2 C, Dr. adm. 2012, comm. 95.
- **Liberté du commerce et de l'industrie et autorisation d'occupation du domaine public**, Note sous CE, 23 mai 2012, n° 348909, RATP, Dr. adm. 2012, comm. 89.
- **Recours Tropic : définition élargie des requérants et des moyens invocables**, note sous CE, avis, 11 avr. 2012, n° 355446, Sté Gouelle ; Dr. adm. 2012, comm. 64.
- **Précisions relatives aux conditions de mise en oeuvre du référé contractuel**, note sous CE, 1er mars 2012, n° 355560, OPAC du Rhône, Dr. adm. 2012, comm. 47.
- **Coopération public-public et droit de la commande publique**, note sous CE, ss-sect. 7 et 2 réunies, 3 févr. 2012, n° 353737, Cne de Veyrier-du-Lac et Cnauté d'agglomération d'Annecy, Dr. adm. 2012, comm. 33.
- **Contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation du juge de l'excès de pouvoir sur la décision de rejet d'une candidature à l'attribution d'un marché public**, note sous CE, ss-sect. 7 et 2 réunies, 23 janv. 2012, n° 346970, Cne de Six-Fours-les-Plages, Dr. adm. 2012, comm. 34.
- **Irrecevabilité du référé précontractuel de l'attributaire du contrat**, note sous CE, 23 décembre 2011, n° 350231, Dpt Guadeloupe, Dr. adm. 2012, comm.26.
- **Précisions relatives aux règles de passation des baux emphytéotiques administratif « sécurité »** - Commentaire du Décret n°2001-2065 du 30 décembre 2011 ; JCP A, 2012, 2057.
- **Procédure adaptée : la part de la négociation**, note sous CE, 30 novembre 2011, Ministre de la défense, Dr. adm. 2012, comm.14.
- **Critères, sous-critères et méthodes de notation en procédure adaptée**, note sous CE, 2 août 2011, Syndicat mixte de la vallée de l'Orge Aval et CE, 2 août 2011, Parc naturel régional des Grands Causses, RJEP 2012, comm.8.
- **Conditions d'indemnisation des prestations et travaux supplémentaires exécutés à l'occasion d'un contrat annulé**, note sous CE, 18 novembre 2011, Communauté de communes de Verdun, Dr. adm. 2012, comm. 4.
- **L'articulation du référé précontractuel et du référé contractuel**, note sous CE, 30 septembre 2011, Commune de Maizières-les-Metz, Dr. adm. 2011, comm.95.
- **Spécifications techniques et marchés de service**, note sous CE, 30 septembre 2011, Région Picardie, Dr. adm. 2011, comm. 96.
- **La sécurisation juridique du bail emphytéotique « cultuel »**, note sous CE, Ass., 19 juillet 2011, Commune de Montreuil sous Bois, Dr. adm. 2011, comm. 92.
- **Inconventionnalité des dispositions de l'ancien article 80, I, 2 du Code des marchés publics dispensant le pouvoir adjudicateur du respect du délai de standstill**, note sous CE, 1er juin 2011, Sté Koné, Dr. adm. 2011, comm. 85.
- **Obligation pour le pouvoir adjudicateur d'informer le candidat évincé du délai de suspension qu'il entend respecter avant la signature du marché**, note sous CE, CE, 24 juin 2011, Office public de l'Habitat interdépartemental de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines (OPIEVOY) et Sté Sèni, Dr. adm. 2011, comm. 86.
- **La régularisation rétroactive d'un acte détachable**, Note sous CE, 8 juin 2011, Commune de Divonne-les-Bains, Dr. adm. 2011, comm.74.
- **La portée des clauses d'indemnisation en cas de résiliation unilatérale**, note sous CE, 4 mai 2011, CCI de Nîmes, Uzès, Bagnols, Le Vigan, Dr. adm. 2011, comm. 67.
- **Conditions d'exercice de l'action indemnitaire dans le cadre d'un recours « Tropic »**, note sous CE, Avis, 11 mai 2011, Société Rébillon Schmitt Prévot, Dr. adm. 2011, comm.66.
- **Jurisprudence « Commune de Béziers » et référé-provision**, note sous CE, 20 avril 2011, Commune de Baie-Mahault, Dr. adm. 2011, comm.57.
- **Modalités d'application de la garantie des vices cachés à un marché public de fournitures**, note sous CE, 7 avril 2011, Commune d'Ajaccio, Dr. adm. 2011, comm.58.
- **Encore de nouveaux pouvoirs pour le juge du contrat** (avec F. Melleray), note sous CE, S, 21 mars 2011, Commune de Béziers, Dr. adm. 2011, comm.46.
- **Répartition des rôles entre le juge de l'exécution et le juge du contrat**, note sous CE, 21 février 2011, Sté Ophrys et Communauté d'agglomération Clermont-Communauté, Dr. adm. 2011, comm. 47.
- **Inconstitutionnalité de la loi de validation du contrat de concession du Stade de France**, Note sous CC, 11 février 2011, QPC2010-100.
- **Résiliation d'un contrat domanial dans le but de transformer l'activité exercée en service public**, Note sous CE, 19 janvier 2011, Commune de Limoges, Dr. adm. 2011, comm.38.
- **Précisions sur l'office du juge du contrat saisi par les parties d'un litige relatif à l'exécution du contrat**, note sous CE, 12 janvier 2011, Manoukian, Dr. adm. 2011, comm. 29.

- **Conventions domaniales, délégations de service public et mise en concurrence : l'affaire du Stade Jean Bouin**, note sous CE, S, 3 décembre 2010, Ville de Paris, Association Paris Jean-Bouin, Dr. adm. 2011, comm. 17 avec F. Melleray.
- **Les contrats relatifs au domaine privé peuvent être administratifs**, note sous CE, 19 novembre 2010, Office National des Forêts, Dr. adm. 2011, comm. 19.
- **L'obligation d'exécution du contrat administratif unilatéralement modifié par l'administration pour motif d'intérêt général**, note sous CE, 27 octobre 2010, Syndicat intercommunal des transports publics de Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La-Napoule, Dr. adm. 2011, comm.3.
- **Succession d'un référé précontractuel et d'un référé contractuel**, note sous CE, 10 novembre 2010, France Agrimer, Dr. adm. 2011, comm. 9.
- **Les conditions du recours au contrat de partenariat : les clarifications du Conseil d'Etat**, note sous CE, 23 juillet 2010, M. Lenoir et a., RJEP 2011, comm. 2.
- **L'assimilation fautive de la création d'une société dédiée à un cas de sous-traitance et le droit à indemnisation du candidat irrégulièrement évincé**, note sous CE, 7 juin 2010, Sté des transports Galiéro, RJEP 2010, comm. 58.
- **La nature juridique des contrats conclus entre EDF et les producteurs autonomes d'électricité**, note sous CE, 1er juillet 2010, Sté Bioenerg, Dr. adm. 2010, comm. 139.
- **La propriété des installations acquises ou édifiées par l'occupant « ordinaire » du domaine public**, note sous CE, 7 juin 2010, Montravers, Liquidateur judiciaire de la Sté Neuville Foster Delaunay Belleville, Dr. adm. 2010, comm. 140.
- **La négociation du contrat de délégation de service public en cours de passation**, note sous CE, 18 juin 2010, Communauté urbaine de Strasbourg et Sté Seche Eco industrie, Dr. adm. 2010, comm. 128.
- **Critères et sous-critères de sélection des offres**, note sous CE, 18 juin 2010, Cne de Saint-Pal-de-Mons, Dr. adm. 2010, comm. 129.
- **Domages causés par le titulaire d'un marché de travaux : l'action directe de l'assureur**, note sous Cass, 1ère civ, 9 juin 2010, Dr. adm. 2010, comm.115.
- **La répartition des compétences à propos des recours formés contre une sentence arbitrale mettant en jeu les intérêts du commerce international**, note sous TC, 17 mai 2010, INSERM, Dr.adm. 2010, comm. 122, avec F. Melleray.
- **Le contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation sur les modalités d'allotissement des marchés publics**, note sous CE, 21 mai 2010, Cne d'Ajaccio, Dr. adm. comm. 110.
- **Les critères de sélection des candidatures et d'attribution des marchés publics passés en procédure adaptée**, note sous CE, 24 février 2010, Communauté de communes de l'enclaves des papes, RJEP 2010, comm.38.
- **Concession domaniale et délégation de service public**, note sous CAA Paris, 25 mars 2010, Ville de Paris, Association Paris Jean-Bouin, Dr. adm. 2010, comm.93.
- **Conditions d'éligibilité du contrat de partenariat : la complexité du projet devant le juge administratif**, note sous TA Montpellier, 26 févr. 2010, Dillenschneider, Dr. adm. 2010, comm. 94.
- **Les conditions de mise en oeuvre de la théorie des sujétions imprévues : la clause faisant état d'une incertitude ne fait pas obstacle à l'imprévisibilité**, note sous CE, 3 mars 2010, Sté Presspali, Dr. adm. 2010, comm. 75.
- **Une application particulière de la jurisprudence Peyrot**, note sous Cass, 1ère civ., 17 février 2010 ; Dr. adm. 2010, comm. 76.
- **La condamnation des marchés de définition par la CJUE**, note sous CJUE, 20 décembre 2009, Commission c/France, aff. C-299/08 ; RJEP 2010, comm. 25.
- **Les conséquences de la succession des recours en matière contractuelle**, note sous CE, 3 février 2010, Communauté de communes de l'Arc mosellan ; Dr. adm. 2010, comm.50.
- **Confirmation de la jurisprudence Société Prest'Action, application et précision de la -Jurisprudence Commune de Béziers et conciliation entre imprévision et résiliation**, note sous CE, 20 février 2010, Sté Prest'Action, Dr. adm. 2010, comm.52.
- **Litige concernant un agent de l'administration successivement de droit privé et de droit public**, note sous TC, 23 novembre 2009, Mlle Véronique Tourdot c/Université de Valenciennes ; Dr. adm. 2010, comm.43.
- **La détermination de la durée des délégations de service public**, note sous CE, 11 août 2009, Société Maison Comba, RJEP février 2010, comm. 8.
- **La nature juridique de la clause de renvoi à un cahier des charges**, Contrats Marchés publ. 2009, pratique 7.
- **L'homologation des transactions**, Contrats Marchés publ. 2009, pratique 3.
- **L'application de la garantie contre les vices cachés aux contrats administratifs**, Note sous CE, 24 novembre 2008, Centre hospitalier de la Région d'Annecy ; RJEP, février 2009, comm. 13.

- **Un nouveau référé précontractuel est né**, note sous CE, S, 3 octobre 2008, Syndicat mixte intercommunal de réalisation et de gestion pour l'élimination des ordures ménagères du secteur est de la Sarthe (SMIRGEOMES) ; RJEP 2009, comm. 8.
- **L'évaluation préalable des contrats administratifs**, Contrats Marchés publ. 2009, pratique 1.
- **Les nouvelles conditions du recours au contrat de partenariat**, Contrats Marchés publ. novembre 2008, pratique 10.
- **Les conditions d'engagement de la responsabilité administrative pour dommages permanents de travaux publics**, note sous Conseil d'Etat, 16 Juin 2008, Gras ; RJEP, décembre 2008, comm. 54.
- **Les conditions d'indemnisation du préjudice commercial causé par l'exécution de travaux publics**, note sous Conseil d'Etat, 16 Juin 2008, Société le Gourmandin Sarl, La société La Marine Sarl c/Ville de Rennes ; RJEP, novembre 2008, comm. 49.
- **Le Conseil Constitutionnel et le contrat de partenariat**, note de jurisprudence sous Conseil Constitutionnel, 24 juillet 2008, Loi relative aux contrats de partenariat ; Contrats publics et Actualité de la commande publique, n° spécial, septembre 2008.
- **Le contentieux des contrats publics d'affaires**, Contrats Marchés publ 2007, pratique 7 et 8.
- **La nullité d'un contrat conclu par une association transparente**, note sous CE, 21 mars 2007, Commune de Boulogne-Billancourt ; Contrats publics et Actualité de la commande publique ; juillet 2007, n°68, p.58-64.
- **Les critères de sélection des offres dans les « marchés publics sans prix » : l'exemple des contrats de mobilier urbain**, note sous CE, 28 avril 2006, Commune de Toulouse ; AJDA 2007, p.593-597.
- **Un département est responsable des fautes simples commises dans la gestion d'une association transparente**, note sous CE, 5 décembre 2005, Département de la Dordogne ; AJDA 2006, p.656-661
- **Les contrats de mobilier urbain sont des marchés publics**, note sous CE, A, novembre 2005, Société Jean-Claude Decaux (deux arrêts) ; Dr. Adm. 2006 ; chronique n°6, p.9-16.
- **La qualification des contrats de mobilier urbain**, Contrats Marchés publ. 2006, pratique 2.
- **La qualification des contrats de mobilier urbain : nouvelles précisions**, note sous CAA Paris, plén., 26 mars 2002, Société Jean-Claude Decaux (deux arrêts) ; RFDA 2003, n°2, p.252-260.
- **Les partenariats public-privé confrontés au droit communautaire des marchés publics et des concessions**,
observations sur le Livre vert de la Commission européenne du 30 avril 2004 ; JCP, A, 2004, n°31, 26 juillet 2004, 1518, p.1065-1067.
- **Contrats administratifs-Qualification législative**,
Jurisclasseur administratif, Fascicule 602.
- **La formation du contrat administratif**,
Jurisclasseur Contrats et Marchés publics, fascicule n°12.
- **La cession de contrat**,
Jurisclasseur Contrats et Marchés publics, fascicule n°16.
- **La qualification jurisprudentielle des contrats administratifs**,
Jurisclasseur administratif, fascicule n°603.

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES, ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

- **Co-directeur de l'Institut de droit public** (Equipe d'accueil n°2623). Responsable de l'axe de recherche « contrats » (depuis le 1^{er} janvier 2013-avec A.-L. Girard).
- **Associé fondateur de l'Encyclopédie du droit de la commande publique** (dir. scientifique de L. Richer) ,en partenariat avec EFE (<https://www.droitdelacommandepublique.fr/>)
- **Membre du comité de lecture et du comité de rédaction de la revue Droit administratif.**
- **Membre du comité éditorial du Courrier juridique des finances et de l'industrie** (2011-2012)
- **Directeur scientifique de Lexbase-Hebdo édition publique** (2009-2013)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- **Elu au conseil d'administration de l'Université de Poitiers** (2020-2024)
- **Président de la Section de droit public et de sciences politiques de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers** (depuis le 1^{er} septembre 2011).
- **Membre la Commission d'expertise scientifique de la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers** (depuis le 1^{er} septembre 2011).

- **Membre du Conseil scientifique de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers** (depuis le 1^{er} janvier 2013)
- **Membre du Conseil de l'école doctorale « Pierre Couvrat » de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers** (depuis le 1^{er} janvier 2013)

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- **Directeur du Master II « Droit de la commande publique »** (depuis 2011).
- **Membre de la commission pédagogique de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers** (depuis 2011).
- **Membre élu du Conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) de l'Université de Poitiers** (2012-2016).
- **Co-responsable (avec A. Claeys) de la mention droit public des affaires de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers** (depuis 2019).

ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE

DIRECTIONS DE THESE

- Mme Romane Mondonnet, *La singularité de la police administrative*, thèse débutée en 2018
- M. Arthur Blanchard, *Les droits réels administratifs*, thèse débutée en 2018
- M. Fatimata Rosine Karambe, *Le contrat domanial*, thèse débutée en 2018
- M. Zibrila Kambia, *Les ventes immobilières des personnes publiques*, soutenue le 5 novembre 2020 à l'Université de Poitiers.
- M. Guillaume Berthias, *Concurrence et contrats publics*, soutenance prévue en 2021.
- M. Kodjoki Djahanou, *L'exercice des libertés économiques sur le domaine public*, soutenance prévue en 2021.
- M. Lilas Trimua, *La concession-Eléments de renouveau d'une catégorie contractuelle*, thèse soutenue à Poitiers le 26 juin 2018.
- M. Thibault Bouchereau, *Le renouvellement des modes de gestion du service public*, thèse soutenue à Poitiers, le 7 décembre 2017.
- M. Salah Almakhzom, *L'arbitrage et les contrats administratifs-Approche comparative entre les droits français et libyen*, soutenue à Poitiers le 17 décembre 2011.

PARTICIPATION A DES JURYS DE SOUTENANCE DE THESE (DEPUIS 2009) EN QUALITE DE RAPPORTEUR

- V. Cavalier, *Les autorisations en matière hospitalière et médico-sociale*, dir. H. Rihal, Université d'Angers, 2020.
- J. Lebiéd, *La loyauté des relations contractuelles*, dir. N. Albert, Université de Tours, 2020.
- C. Cubaynes, *La durée des contrats administratifs*, dir. G. Kalfèche, Université Toulouse 1, 2019.
- N. Fort, *L'intérêt propre des personnes publiques*, dir. M. Ubaud-Bergeron, Université de Montpellier 2019.
- D. Mrad, *Subjectivisation du contentieux et contrat administratif*, dir. O. Guézou, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2018.
- R. Masson, *La valorisation des biens publics*, dir. S. Boussard, Université Paris Ouest Nanterre, 2018.
- V. Mazzochi, *Exécution du contrat administratif et comptabilité publique*, dir. M. Conan et F. Rolin, Université Paris Ouest Nanterre, 2018.
- M. Paul-Maxence Murgue-Varochier, *Recherche sur le critère organique en droit administratif*, dir. S. Caudal, Université Lyon III, 2017.
- M. Martin Moralès, *La liberté de choix des personnes publiques entre le contrat et l'acte unilatéral* ; dir. M. Ubaud-Bergeron, Université de Montpellier, 2016.
- M. Thomas Guilbaud, *Le contentieux des tiers au contrat administratif* ; dir. P. Cassia, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2016.
- M. Robin Ferré, *L'identification du contrat administratif* ; dir. O. de David-Beauregard Berthier et B. Bonnet, Université Jean Monnet de Saint-Etienne, 2016.
- Mme Sylvia Nelly Mindzie Mi Bgou Milama, *Les alternatives de droit privé au financement par l'impôt des investissements publics* ; dir. N. Cayrol, Université François Rabelais de Tours, 2016.
- M. Mathias Amilhat, *L'influence du droit de l'Union européenne sur la notion de contrat administratif* ; dir. M. Blanquet et F. Fraysse, Université de Toulouse, 2013.
- Mme Marie-Odile Diemer, *La juridiction gracieuse en droit administratif* ; dir. F. Melleray, Université Bordeaux IV, 2013.

- M. Olivier Chambord, *Nouveau droit de l'aménagement-Contribution à l'étude des rapports entre acte unilatéral et contrat* ; dir. Ch. Grellois et F. Melleray, Université Bordeaux IV, 2012.
- M. Sébastien Hourson, *Les conventions d'administration* ; dir. B. Seiller, Université Paris II Panthéon-Assas, 2011.
- Mme Elise Langelier, *L'office du juge administratif et le contrat administratif* ; dir. Cl. Boiteau, Université Poitiers, 2011.
- M. Jean-Baptiste. Morel, *Le recours au partenariat public-privé à l'épreuve des services d'intérêt général. L'exemple de la Pologne* ; dir. S. Braconnier, Université Paris II Panthéon-Assas, 2010.
- M. Etienne Muller, *Les instruments juridiques des partenariats public-privé* ; dir. G. Eckert, Université Strasbourg, 2009.
- Mme Elise Joulain-Simon, *Le contrat de partenariat : instrument de modernisation du droit des contrats de la commande publique ? Essai appliqué aux secteurs des infrastructures routières et ferroviaires*, dir. Cl. Boiteau, Université Paris-Dauphine.

ENCADREMENT DE MEMOIRES ET DE TRAVAUX DE RECHERCHE

- Encadrement de mémoires dans le cadre du Master 2 Recherche Droit public.
- Encadrement de mémoires dans le cadre du Master 2 Professionnel Marchés publics et Partenariats public-privé.

RAYONNEMENT

Rayonnement académique

- Membre de l'Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (AFDA)
- Membre du jury du concours d'agrégation de droit public du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), novembre 2013, Congo-Brazzaville.
- Membre du jury du troisième concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration, 2012.
- Expert HCERES (mission d'expertise en décembre 2015).

Rayonnement professionnel

- Consultant en droit public des affaires, spécialement en droit des contrats publics.